

Intervention Elfriede Harth AG Parvis

[Intervention Elfriede Harth AG Parvis : La question des femmes...](#)

La question des femmes 50 ans après le Concile Vatican II

On m'a invitée pour parler sur « la question des femmes » 50 ans après le Concile Vatican II, un peu pour faire bilan, mais aussi, dans l'optique de la préparation du cinquantième de la clôture de Vatican II, en 2015. J'ai prévenu que je ne parlerai pas sur ce qui se passe au sein de l'Eglise institutionnelle, où la hiérarchie s'obstine à promouvoir une théologie de l'inégalité entre femmes et hommes qui entre autres est en flagrante contradiction avec le sacrement du baptême. Je ne parlerai pas non plus de la résistance des religieuses américaines au Vatican. Mais je préfère regarder un peu la question des femmes dans ce monde sur lequel Vatican II voulait que s'ouvre l'Eglise. Ce monde dans lequel nous, la communauté des disciples de Jésus, femmes et hommes, devrions être le sel et la levure.

Comme l'a montré la théologie féministe, les femmes ont joué un rôle très important dans la vie de Jésus et aussi après, dans les premières communautés chrétiennes, mais aussi tout au long de l'histoire du christianisme. La plupart du temps leur présence et leur action sont cependant restées invisibles et dévalorisées. Ou alors, par exemple avec les procès aux sorcières, les femmes ont servi de bouc émissaire ou de surface de projection pour toutes les angoisses et complexes des hommes, et notamment des hommes d'Eglise.

Cela a beaucoup changé depuis le Concile. Non pas parce que les femmes soient plus actives qu'autrefois, mais probablement plutôt parce que leur présence et leur action ont gagné en

visibilité. Parce qu'elles ont pris la parole et commencé à parler en première personne, à se dire elles-mêmes, et parce qu'elles rejettent de plus en plus de se laisser définir par les hommes au pouvoir et d'avoir des comportements normés par une culture patriarcale.

J'ai choisi de structurer mon exposé en partant d'un document du Pape Jean XXIII publié en 1963, peu après l'inauguration du Concile Vatican II et deux mois avant sa mort. Il s'agit de **l'encyclique *Pacem in terris – Sur la paix entre toutes les nations, fondée sur la vérité, la justice, la charité, la liberté.***

On peut y voir son testament. Elle fut rédigée sous le coup de la crise des missiles à Cuba et de la menace d'une guerre nucléaire. Pour la première fois dans l'Eglise, un pape se dirige non seulement aux catholiques mais à toute personne de bonne volonté. Et l'encyclique reconnaît la légitimité des Droits humains, elle s'en approprie en quelque sorte. Avec cette encyclique, nous assistons à une conversion de l'Eglise. Après les avoir combattus, l'Eglise se met désormais en scène comme la grande défenderesse des Droits humains. Zèle qui diminue cependant depuis quelque temps. Serait-ce parce qu'elle se voit de plus en plus acculée dans la défensive quant à l'état des Droits humains en son propre sein ?

Pacem in terris est également l'encyclique qui nous indique comment Jean XXIII diagnostiquait les trois défis centraux du monde auquel l'Eglise devait s'ouvrir. Qu'il définît comme les trois signes du temps.

J'ai choisi de regarder comment des femmes ont contribué au façonnement de la réalité que nous vivons dans les trois domaines retenus par le Pape, et qui ont eu et ont une grande influence aussi sur la vie au sein de notre communauté ecclésiale.

Je cite :

« 40 – D'abord la *promotion économique et sociale des classes laborieuses*. Celles-ci ont, en premier lieu, concentré leur effort dans la revendication de droits surtout économiques et sociaux ; puis elles ont élargi cet effort au plan politique ; enfin au droit de participer dans les formes appropriées aux biens de la culture. Aujourd'hui, chez les travailleurs de tous les pays, l'exigence est vivement sentie d'être considérés et traités non comme des êtres sans raison ni liberté, dont on use à son gré, mais comme des personnes, dans tous les secteurs de la vie collective : secteur économique-social, culturel et politique.

41 – Une seconde constatation s'impose à tout observateur : *l'entrée de la femme dans la vie publique*, plus rapide peut-être dans les peuples de civilisation chrétienne ; plus lente, mais de façon toujours ample, au sein des autres traditions ou cultures. De plus en plus consciente de sa dignité humaine, la femme n'admet plus d'être considérée comme un instrument ; elle exige qu'on la traite comme une personne aussi bien au foyer que dans la vie publique.

42 – Enfin l'humanité, par rapport à un passé récent, présente une organisation sociale et politique profondément transformée. *Plus de peuples dominateurs et de peuples dominés* : toutes les nations ont constitué ou constituent des communautés politiques indépendantes.

Voilà donc sur quoi je vous invite à réfléchir aujourd'hui :

Dans un premier temps nous regarderons le monde du travail. Dans un deuxième temps nous nous arrêterons sur les femmes comme sujet politique et la réorganisation de l'espace public et privée, et finalement on réfléchira un peu sur la question des femmes et la décolonisation.

Premier signe des temps : Les travailleurs rejettent un modèle économique et social qui nie leur humanité ou Une éthique sociale féministe de la libération

Cela fait donc plus de 50 ans qu'ils ont rejeté ce système. Et – où en sommes-nous aujourd'hui ? Avons-nous réussi depuis 50 ans l'humanisation du système économique et social?

La crise actuelle semble le contredire : Le phénomène de l'exclusion ne cesse de grandir, accompagné d'une augmentation flagrante des maladies psychiques, de la consommation de tranquillisants. La croissance économique va de pair avec une dégradation de l'environnement et l'exode de populations toujours plus nombreuses de leur milieu d'origine.

Les remèdes proposés par ceux qui nous gouvernent ne semblent pas avoir l'effet désiré. Pourquoi ? Ne serait-ce peut-être parce qu'ils n'osent pas changer de regard, d'abandonner un paradigme démodé ? Comment pourraient-ils trouver des remèdes aux maux engendrés par le patriarcat s'ils s'accrochent à gérer le monde selon cette logique ?

C'est l'hypothèse d'un groupe de féministes des pays européens de langue allemande, qui à partir du postulat que le patriarcat est moribond se sont lancées dans une analyse féministe de notre monde actuel dans le but de rendre possible le Bon Vivre pour toutes et pour tous. (www.gutesleben.org)

Que disent-elles ?

Elles affirment qu'il faut recadrer le concept d'économie et le libérer de l'emprise du fondamentalisme néolibéral. Elles produisent une éthique sociale féministe de la libération.

Contrairement au dogme du fondamentalisme néolibéral l'économie n'est pas le Marché. Le mot « Economie », qui est d'origine grecque, est composé de deux notions : *oikos* – maison, dans le sens de la cellule sociale constituée par l'ensemble de tous ceux et celles qui composent la grande famille, à l'époque de la polis grecque, y compris les esclaves et les animaux domestiques. Ils sont tous propriété du chef de la maison et lui sont donc tous et toutes assujettis. Puis *nomos* l'administration.

Alors selon la définition classique de l'économie il s'agit administrer les biens et services d'une maison ou d'une société pour satisfaire les **besoins** de tous ceux qui en font partie.

Cela implique que nous sommes des êtres **nécessiteux**. Que nous avons des besoins qui doivent être satisfaits. Nous dépendons les uns des autres. Nous ne pouvons pas exister au singulier, mais nous sommes par nature des êtres au pluriel. Comme nous le professons d'ailleurs : nous sommes créés à l'image d'un Dieu trinitaire.

Nous avons été créés dépendants et nécessiteux. Et cela commence avec notre naissance, notre **nativité**. (Pour toute cette partie voir Ina Praetorius : <http://www.youtube.com/watch?v=7NcHkwSqKRo>). Car avant d'être des mortels, nous sommes d'abord des êtres qui avons pris forme et avons passée les premiers mois de notre existence dans une matrice ou utérus : dans le corps vivant d'une femme. Et à la naissance, en sortant de la matrice de notre mère, nous avons continué à vivre dans une matrice plus large, dont nous dépendons et qui est constituée par l'environnement naturel et social dans lequel nous baignons et sans lequel toute vie est impossible. A notre naissance, il a fallu que l'on prenne soin de nous pour survivre. On nous a absolument tout donné et cela dans la **gratuité** absolue : La nourriture, la protection, le langage, etc...

Ce sont des faits que le patriarcat a toujours essayé d'effacer, de rendre invisibles, car ils mettent en question un postulat central de la vision patriarcale du monde, celle de l'existence d'êtres **autonomes**. Le modèle de l'être humain est l'Homme autonome. Aujourd'hui et dans la culture dominante, c'est l'homme blanc, de classe sociale supérieure, dans la force de l'âge, hétérosexuel, en bonne santé... Il constitue la mesure de l'humain, le reste étant considéré comme « des minorités » : les femmes, les enfants, les vieux, les malades, les étrangers, les personnes de couleur, etc... Cet

« Homme autonome » se considère libre. Libéré de travailler pour satisfaire ses besoins vitaux, puisque ceux-ci sont satisfaits par le travail d'autres êtres hiérarchiquement inférieurs : les femmes, les esclaves, les étrangers, les pauvres, les animaux domestiques, etc... Et il se consacre à définir le monde et à contrôler les autres.

Voici comment dès l'antiquité grecque s'est produite une polarisation du monde entre deux sphères opposées et hiérarchisées :

Dieu	Esprit	Théorie	Infini	Polis	Homme	Liberté	Autonomie	Contrôle	Parole
matière	corps	pratique	finitude	oikos	femme, esclave, étranger, animaux domestiques	besoins	dépendance	service	le nommé, ce dont on parle

Depuis ce temps, la définition de base de l'économie n'a pas changé, de même que pas non plus le désir d'occulter notre (inter)dépendance intrinsèque. Avec l'industrialisation la division du monde est « enrichie » en haut par la monétarisation du marché et en bas par l'amour.

Monnaie / Marché
amour

On crée une nouvelle sphère d'indépendance supposée : Le marché monétarisé, c'est-à-dire régi par l'argent et les lois de sa multiplication à travers le système de l'intérêt. Voici ce qui occupe dorénavant ce que l'on entend par « économie ». « L'oikos » c'est-à-dire l'espace dans lequel sont satisfaits plus de la moitié de tous les besoins humains, est ignoré, occulté, rendu invisible et considéré une grandeur négligeable. Et il est délégué à des êtres dont on ne comptabilise pas le travail, des êtres rendus invisibles également. Et le pire est que les personnes qui effectuent ces tâches si importantes, comme une mère de famille, diront elles-mêmes « qu'elles ne travaillent pas ». La dépendance est donc occultée dans ce système patriarcal, car elle est

considérée honteuse, puisqu'elle est contraire au postulat d'autonomie. La reconnaître exigerait de se reconnaître redevable.

Pour les féministes auxquelles je me réfère, il ne faut pas voir une antinomie ou contradiction entre autonomie et (inter)dépendance, mais il faut comprendre que la liberté a toujours lieu dans la relation, qu'il s'agit d'une liberté relationnelle.

Comme le remarque la théologienne protestante Ina Praetorius (<http://www.inapraetorius.ch/index-fr.php>), au moment des Lumières, Dieu a été déplacé vers la sphère inférieure, la religion étant devenue une affaire privée. La science et la raison prennent la place de la religion, et en compensation les sentiments sont introduits dans la sphère inférieure. On distingue dorénavant également entre culture et nature :

Science	Raison	Culture
dieu/religion	sentiments	nature

Le marché devient donc maintenant l'espace de l'indépendance supposée et le propriétaire d'argent devient synonyme de l'Homme. La polis, l'Etat, devient « l'épouse de monsieur le Marché », lui devient donc subalterne et est soumise à son contrôle. L'Etat et les familles doivent se charger des dépendants, de la satisfaction de leurs besoins. Et l'Etat doit garantir la stabilité monétaire, politique et juridique, fournir des infrastructures, passer des lois pour alléger le poids fiscal des riches, etc.. Garantir tout ce qu'il faut pour que Monsieur le Marché puisse triompher et célébrer son expansion.

Mais le système entre en crise au fur et à mesure que les êtres définis comme inférieurs n'acceptent plus le rôle qui leur est attribué, et que la nature, l'environnement, ce que nous appelons la création, ne supporte plus les dégâts qui résultent du découplage des sphères d'indépendance supposée.

Contrairement à l'argent qui est une fiction – par ailleurs très utile -, qui appartient au monde virtuel, les océans, les déserts, les forêts, les glaciers, etc. ainsi que nos corps vulnérables sont bien réels.

Que faire ?

Nos féministes proposent plusieurs axes d'action, dont je vous en présente deux :

1/ le développement de ce qu'Ina Praetorius appelle la « merdologie » (<http://www.pelicanweb.org/solisustv06n12page2inapraetorius.html>) une discipline composée de la théorie, de l'économie et de l'éthique de la merde. Il s'agit de réfléchir et de prendre conscience de ces secteurs de l'économie qui dans notre société sont considérés particulièrement « ingrats », mais indispensables, et notamment le travail domestique (en particulier des tâches telles que changer des couches et nettoyer les WC), le travail des soins aux personnes dépendantes (encore changer des couches et nettoyer des WC) et le travail dans l'agriculture (nettoyer l'étable). Il s'agit de penser et de rendre visibles tous ces aspects fondamentaux de notre existence qui sont rendus invisibles, considérés honteux, tabou, et qui sont à la base des rapports de pouvoir et de genre. Il s'agit de questions écologiques, liées au recyclage, à la décharge des ordures et des déchets, de l'économie des soins, de la canalisation et des systèmes sanitaires et d'hygiène, de l'agriculture (voir aussi : <http://www.youtube.com/watch?v=JKqQVuiUDHE>), etc... qui fait ce travail ? Que ferions-nous si personne ne voulait plus faire ces travaux ? Quel en est le statut social, la rémunération....

2/ s'engager dans le mouvement pour un Revenu de Base Universel Inconditionnel et suffisant pour garantir une vie en dignité. Il s'agit de promouvoir l'idée de séparer **travail** et **revenu**. Il s'agit de questionner le mythe qu'il faut travailler pour avoir un revenu. Que les personnes

perçoivent des revenus qui correspondent à l'utilité de leur travail pour la société. Que seulement une activité rémunérée par de l'argent est du travail.

Et puis, notre système économique détruit de plus en plus d'emplois rémunérés, par la rationalisation, l'automatisation, etc... en même temps, beaucoup d'activités utiles et nécessaires ne sont ni reconnues ni rémunérées et bien de besoins humains et sociaux ne sont pas satisfaits, car ils impliquent un travail que personne ne veut faire, parce que les gens qui voudraient le faire sont occupées à gagner de l'argent.

Un Revenu ou allocation de base universelle et inconditionnelle libérerait les gens, car ce n'est que lorsque je ne dois pas être rentable que je peux opter pour faire des choses productrices de sens et non pas d'argent. Malheureusement je ne peux pas approfondir plus toute cette question passionnante, mais il y a des vidéos en français qui peuvent donner des détails plus concrets sur le sujet (voir notamment : <http://www.youtube.com/watch?v=03gfl-tgrG8>, et visiter le site : <http://revenudebase.info>). Il existe depuis trente ans un mouvement international pour le Revenu de Base qui organise des Congrès tous les deux ans. Je viens d'assister au 14^e Congrès qui s'est tenu au mois de septembre près de Munich et j'y ai rencontré des activistes français, espagnols, néerlandais, américains, belges, canadiens, brésiliens, japonais, de l'Inde, africains, etc... Il y a déjà des projets pilotes très prometteurs dans plusieurs pays du Sud, comme en Inde, en Afrique, au Brésil. En Suisse, une pétition a été lancée au printemps pour recueillir 100.000 signatures pour demander au Parlement de modifier la constitution et en faire un droit constitutionnel. Ils sont à quelques 47.000 signatures. Une pétition au niveau européen a échoué pour des raisons formelles, mais elle vient d'être révisée et relancée.

Deuxième signe des temps : Les femmes deviennent sujet

politique et réclament la reconnaissance de leur Droits humains – Réorganisation de l'espace public / espace privé

La maîtrise de leur fécondité, la mécanisation/automatisation du travail domestique et la division sociale toujours plus poussée du travail en général a eu des répercussions profondes sur la vie des femmes. Maîtrise de la fécondité, mécanisation du travail domestique et approfondissement de la division sociale du travail sont des phénomènes qui se conditionnent mutuellement. Le progrès de la recherche a permis de produire la pilule et en même temps de développer l'industrie et le marché de l'électroménager. Mais il fallait en parallèle créer le besoin pour ces produits ainsi que le pouvoir d'achat pour les consommer. Quoi de mieux que de faire participer le plus grand nombre de femmes au marché de l'emploi, les éloigner du domicile, pour créer le besoin de diminuer le poids du travail domestique, afin qu'elles aient le temps suffisant pour vaquer à ces deux sortes d'occupation. A condition aussi qu'elles fassent moins d'enfants. Et puis, si elles disposaient d'une rémunération, elles pouvaient payer ces produits électroménagers qui allaient leur faciliter la vie en mécanisant une partie des tâches ménagère. On peut dire que ceci est, dans une large mesure une réalité aujourd'hui – au moins dans le monde occidental. Ce qui reste par contre encore à parachever est que les hommes, qui voient désormais diminuer le poids de leur responsabilité de fournir les moyens financiers nécessaires à la famille, assument leur part dans le travail domestique.

L'indépendance économique des femmes et la maîtrise de leur fécondité assortie d'infrastructures sociales de prise en charge des enfants, des personnes âgées et des malades pendant qu'elles travaillaient à l'extérieur de leur foyer, sans que les hommes les remplacent dans ces activités ou les partagent équitablement, allait avoir des répercussions énormes sur l'institution de la famille telle qu'elle s'était développée depuis la révolution industrielle. Dans la société pré-

industrielle, comme on a vu, la famille était un ensemble économique relativement autosuffisant où chaque membre apportait quelque chose à l'ensemble. La grande famille était la norme. Et selon l'hypothèse du sociologue allemand Ulrich Beck dans son livre écrit avec sa femme, Elisabeth Beck-Gernsheim, « Le chaos complètement normal de l'amour » (1990), l'industrialisation allait amener deux grands bouleversements : 1/ la séparation du lieu de travail et du domicile et 2/ la grande famille cédait la place à la famille nucléaire constituée d'un couple et leurs enfants. La famille devient alors une institution à caractère féodal, les relations du couple des relations de servage : le mari fournit « protection » et les moyens d'acheter de quoi vivre, la femme est réduite à la servitude au domicile, doit obéir à son époux et est redevable de la corvée, c'est-à-dire du travail domestique non rémunéré et dont se produit une dévalorisation croissante. En fait, l'industrialisation a signifié une régression pour le statut des femmes, qui était meilleur ou tout au moins, moins mauvais dans des périodes antérieures.

Mais avec la maîtrise de leur fécondité les femmes peuvent vivre dans leur propre chair ce que les hommes ont toujours vécu : la séparation entre sexualité et procréation. Et avec l'indépendance économique, elles s'affranchissent aussi de la servitude propre au modèle de famille de l'époque industrielle. Le patriarcat est fortement ébranlé. Les femmes n'ont plus besoin de « protection » masculine et les hommes ne peuvent plus prétendre à leur serf privé. Le taux de divorce peut être pris comme indicateur de ces changements. Il monte en flèche.

Le féminisme de la deuxième vague apparaît et revendique que le privé est politique. La famille comme lieu de socialisation du système de pouvoir patriarcal entre en crise, le patriarcat en souffre les conséquences. Et 50 ans après *Pacem in terris* et de Vatican II, nous avons des femmes à la tête de plusieurs pays du globe et le pluralisme des modes de vie

devient une réalité de plus en plus culturellement acceptée. Le privé a triomphé du politique.

Le patriarcat est mortellement blessé par toutes ces évolutions et ses plus grands partisans s'organisent pour sa défense. Surgissent les différents fondamentalismes, qui au-delà quelques différences superficielles sont tous d'accord sur une chose : la misogynie. La femme incarne pour eux l'Autre, celui qui doit être défini, contrôlé, dominé et/ou « protégé ». Se réclamant les gardiens de la tradition, les représentants sur Terre de leur Dieu, les seuls et légitimes détenteurs de La Vérité, ils partent tous en croisade contre les droits des femmes, qui symbolisent le droit à la différence, le droit à l'altérité, le droit à la pluralité. La famille nucléaire hétérosexuelle procréatrice de type féodal est érigée en modèle unique et sacré depuis la nuit des temps. Les femmes sont expropriées de leur corps qui devient soit couveuse pour les uns, objet sexuel ou marchandise pour les autres, et elles sont bannies de l'espace publique, sauf quelques exceptions qui servent d'alibi. La sécularisation et la laïcité, c'est-à-dire l'acceptation de l'altérité, du pluralisme, sont combattues, si non explicitement, alors par la manière d'agir.

Une conclusion importante qu'on peut donc tirer de tout ceci est que toute lutte contre les fondamentalismes et pour la laïcité doit partir nécessairement de la reconnaissance et de la promotion des droits des femmes, des droits de l'Autre.

Et un symptôme de plus pour l'ébranlement du patriarcat est que face à la montée des fondamentalismes, nous assistons à une sécularisation grandissante, qui peut paradoxalement aller tout à fait de pair avec ce que l'on nomme un « retour du religieux ».

Regardons le cas du fondamentalisme catholique qui est celui que nous subissons en chair propre. Le Concile Vatican II avait préconisé la liberté religieuse et la liberté de

conscience. Or loin de concevoir ces libertés dans leur intégralité et dans l'ensemble de l'esprit des Droits humains, pour le Vatican elles sont instrumentalisées pour réclamer des privilèges. L'Etat doit se limiter dans ses prétentions de contrôle et son droit de regard en ce qui concerne les activités de l'Eglise, même lors que celles-ci ne sont pas de l'ordre strictement spirituel mais de l'ordre économique.

Ainsi : pas de droit de grève pour les 1,3 millions de salariés d'entreprises du secteur social (éducation, santé, personnes âgées, etc..) appartenant à l'Eglise en Allemagne, et cela au nom de la liberté de religion. (Quoique peut-être aura-t-il bientôt des évolutions dans ce domaine, vue une décision toute récente d'un tribunal allemand en la matière). Voilà que l'Eglise se porte en grande défenderesse de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce qui ne l'empêche pas pour autant d'encaisser les impôts de l'Eglise ni d'exiger des financements publics de différentes sortes. Liberté religieuse. Or, quand la hiérarchie s'arroge à son tour le droit de se mêler de processus législatifs, quand le Vatican/Saint Siege participe par exemple aux travaux des Nations Unies et tente d'imposer au monde entier ce qu'il considère être la doctrine catholique en matière de maîtrise de leur fécondité par les femmes, auxquelles elle ne reconnaît pas de liberté de conscience en matière d'avortement, il se revendique comme Etat et prétend parler au nom non pas du petit millier de citoyens de la Cité du Vatican, mais de la communauté catholique universelle, voire de l'humanité entière.

Mais dans la société européenne au moins, la séparation du religieux institutionnel et du politique est de plus en plus un acquis culturel, s'il ne l'est pas dans les lois de tous les pays. Et plus encore, aujourd'hui pour la grande majorité des fidèles catholiques, et non seulement en Europe mais dans le monde entier, on peut parler d'une sécularisation de deuxième degré, car dans leur vaste majorité nous pratiquons la séparation entre l'Eglise institution et la foi. Il suffit

de penser à la pratique de la contraception.

Il faut cependant rester très vigilants, car les fondamentalismes s'allient entre eux, se professionnalisent de plus en plus en matière de lobbying politique et savent instrumentaliser le langage des Droits humains et toutes les institutions politiques modernes. Et ils dominent très bien les moyens modernes de communication.

Troisième signe des temps : Les femmes comme décolonisatrices ou « Ne me libérez pas, je m'en charge ! »

Il y a tout juste quinze jours, j'ai assisté à un colloque organisé par le Collectif Féministe pour l'Egalité (CFPE) à Paris, une organisation née du débat sur le port du voile musulman. Une des intervenantes a proféré, à un moment donné, l'exclamation suivante : « Ne me libérez pas, je m'en charge ! » Cet énoncé résume très bien ce que l'on pourrait appeler la décolonisation de la pensée. Comme le dit le Thinktank interreligieux féministe en Suisse (<http://www.interrelthinktank.ch>) dans la présentation de leur Manifeste de 2011 intitulé « Liberté des femmes et religion sont conciliables » : « On discute de la religion sur la base de ses manifestations et symboles extérieurs – et généralement de manière négative. Ceci est particulièrement vrai concernant les “religions immigrées”. La religion est souvent utilisée en politique comme instrument pour identifier et définir une culture normative. Elle sert à définir et à défendre une « culture et des valeurs chrétiens dominants » contre les diverses populations et cultures de migrants. Bon nombre de féministes et quelques groupes de gauche font l'équation entre « religion » en tant que telle et fondamentalisme, discrimination des femmes et obscurantisme. Leur lutte pour les droits des femmes est souvent aussi une lutte contre la religiosité. Les débats féministes sur l'égalité de genre et les droits des femmes privilégient souvent un concept occidental absolutiste de l'émancipation qui impose comment des femmes croyantes non occidentales (et

en particulier musulmanes) devraient s'émanciper. Une telle attitude nie leur droit à l'autodéfinition et à l'auto-détermination. Par le matraquage permanent du stéréotype de « la » femme musulmane opprimée, toute une religion est stigmatisée comme misogyne. En même temps, cela fait le jeu de groupes d'extrême droite qui soutiennent la libération de femmes musulmanes opprimées tout en promouvant l'islamophobie et la xénophobie ».

Dans cette partie je ne m'attarderai pas sur le processus de réorganisation géopolitique de la planète qui a eu lieu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qu'on nomme décolonisation. Car mes connaissances dans cette matière extrêmement complexe sont insuffisantes. Je ne veux retenir que le fait que les populations et les territoires qui se trouvaient sous la domination politique et économique directe et patente des puissances européennes se sont libérées, dans des conflits sanglants, de ce joug, pour succomber à une nouvelle forme de domination, moins immédiate et visible, mais au moins aussi violente, sinon plus violente encore.

La colonisation avait été justifiée par le paradigme patriarcal et raciste de la suprématie de l'Homme blanc, compris comme le produit le plus achevé de l'Histoire universelle, la mesure du progrès et du bien. Et l'Allemagne nazie a montré les résultats de la mise en pratique méticuleuse de cette idéologie.

L'analyse féministe des rapports de genre dans une société patriarcale a permis de comprendre le paradigme central qui polarise la réalité et crée une hiérarchie entre ces deux pôles opposés, le masculin incarnant la norme et le féminin la déviance et la déficience. Or, en matière de colonisation nous trouvons le même paradigme. L'Autre, le non européen, le non-blanc, sa société, sa culture, sa religion, son système économique, tout est défini dans des termes de déficience, de manque, d'imperfection, dans un monde polarisé et où l'Homme blanc et son monde occupent la sphère hiérarchiquement

supérieure et « l'Autre » la sphère inférieure.

Et il faut se rappeler que les colonisateurs se sentaient dépositaires d'une mission divine d'aller prêcher à toutes ces populations « ignorantes » et donc « infidèles » la Bonne Nouvelle d'un Dieu (mâle, blanc et aux yeux bleus) qui attendait qu'ils prennent leur croix sur leurs épaules pour le suivre au Calvaire, afin d'être sauvés de leur péchés, de toutes leurs « idolâtries » et de leurs Dieux, qui par définition ne pouvaient pas être le Bon Dieu car ils étaient autres.

Et il faut prendre conscience que nous avons été toutes et tous si profondément « évangélisés » dans cette pensée qu'on la retrouve partout dans toutes les formes de connaissance du monde développées en Europe et en Occident depuis 1500 ans. Or, c'est avec la décolonisation, avec l'expansion de l'impérialisme néolibéral et la crise de l'Etat-Nation et des identités collectives, qui résultent de la croissance de la domination politique des corporations multinationales et transnationales, ou pour le dire autrement, par la globalisation, qu'à partir du féminisme, qui est un humanisme critique de libération, nous arriverons peut-être à une prise de conscience et une compréhension de cet assujettissement de la pensée. Alors peut-être arriverons-nous à nous en libérer, à décoloniser la pensée.

Il faut partir d'une épistémologie féministe, c'est-à-dire de la question : comment est-ce que nous connaissons ce que nous connaissons, en tant que femmes, c'est-à-dire en tant qu'Autre ? C'est en nous situant donc dans l'altérité, dans la perspective de l'Autre, de celui ou plutôt de celle qui n'est pas La Norme, que nous osons entrer en dialogue avec les autres « Autres » : les non blanches, les pauvres, les non hétérosexuelles, les malades, les vieilles et les jeunes, les étrangères, les musulmanes voilées et non voilées, etc.. et que nous les écoutons. Nous leur donnons la parole, ou plutôt, nous nous taisons. Et nous permettons qu'elles la prennent et

se disent elles-mêmes, qu'elles se définissent ainsi que leurs désirs, leurs conceptions du Bon Vivre. Et voilà que nous découvrons les théologies féministes indigène, noire, womaniste, mujerista, musulmane, queer, éco-féministe, etc...

Et nous constatons qu'il y a discordance avec le message de la Pensée Unique. De la pensée hégémonique. Qu'il y a des perspectives alternatives, des définitions alternatives et multiples de ce qu'est une femme, de ce qu'elle souhaite faire de sa vie, des moyens de son émancipation et de ce dont elle aspire à se libérer. Ce n'est pas à nous, en tant qu'Occidentaux en crise identitaire ou à quiconque de leur imposer ce qu'est l'émancipation de la femme, ni de ce qu'est une femme libre.

Et ce dialogue nous amène à nous questionner sur notre propre libération en tant que femmes et par delà en tant qu'hommes aussi. Est-ce que nous sommes libres ? Ou est-ce que peut-être nous ne faisons que nous conformer à un modèle culturel hégémonique façonné et imposé par le Marché, par les médias et la consommation ? Par un marché de l'emploi régi par la loi du profit et de l'argent ? Est-ce que nous avons part au Bon Vivre ou ne sommes-nous pas plutôt des rouages aliénés dans un système inhumain et deshumanisant qui détruit notre planète et plonge des populations entières dans la misère, la transhumance, la guerre, etc...

Ce dialogue nous permet également de comprendre que nous devons être très vigilants quant à l'instrumentalisation néocolonialiste de la lutte pour les droits des femmes... Les grandes machines de façonnage de l'opinion publique, qui sont très souvent dans les mains de potentats économiques, font du matraquage systématique des stéréotypes des femmes dans les pays autres que les nôtres, ou dans des cultures autres que les nôtres. On nous montre systématiquement ces femmes comme des victimes soumises et vulnérables. Ce faisant on prépare le terrain pour justifier que « l'Homme blanc aille défendre des femmes brunes de l'oppression par des hommes bruns ». Et on

dissimule en même temps toute l'oppression dont sont victimes les femmes – et aussi les hommes – dans nos pays et nos cultures. Il suffit de penser au culte du corps et à la sexualisation à outrance de notre société. Il suffit de penser à la violence de genre dans nos pays « développés », il suffit de penser à l'oppression des femmes au sein de notre propre Eglise.

Conclusion :

Je termine sans offrir des solutions ni donner des réponses, mais simplement ayant posé quelques questions et suggéré quelques pistes.

Nous nous définissons comme membres d'une communauté de disciples basée sur l'enseignement de l'Évangile. C'est un message de libération. Il nous dit que nous avons le droit et l'obligation de voir par nos propres yeux, de marcher de nos propres pieds et ce faisant de faire notre propre chemin, de sortir de nos prisons quelles qu'elles soient. Comme j'ai appris auprès d'Asma Lamrabet, une théologienne féministe musulmane marocaine que je ne peux que vous recommander (voir : <http://www.gierfi.org/>) , le postulat de ne croire qu'en un Dieu unique, de ne pas admettre d'autres Dieux à côté de lui (ou d'elle) est libérateur dans le sens que cela me permet de m'affranchir de toute soumission à qui ou à quoi que ce soit : ni le pape, ni l'argent, ni le sexe, ni la consommation, ni la carrière, ni rien d'autre. Comme le disait Teresa d'Avila : Solo Dios basta : Dieu seul suffit. J'ai aussi appris d'elle que le Coran est un message de libération au même titre que l'Évangile. (Mais qu'il faut savoir le lire, comme il faut savoir lire l'Évangile). Qu'en fait il ne veut pas instituer une nouvelle religion mais rappeler le message libérateur de la Bible, que les gens avaient tergiversé et oublié entretemps. Et qu'elle travaille à déblayer la conception patriarcale qui domine le monde musulman actuel pour revenir aux sources, au texte lui-même et rappeler qu'il s'agit d'un message libérateur et d'équité des genres. Qu'il

est une source et un outil pour l'émancipation des femmes musulmanes, dans la loyauté à leur culture et leur tradition.

Jésus proclame un Dieu de la vie, et il cherche à libérer toutes les personnes qu'il rencontre de la souffrance, de la faim, de la maladie, de la peur, de l'exclusion. Alors comme disciples nous devons continuer sur cette voie :

– Dans un système économique où l'emploi rémunéré devient de plus en plus précaire et rare, nous pouvons œuvrer pour que toute personne ait droit à un revenu qui lui permette de vivre une vie en dignité et vaquer aux occupations qui donnent sens à sa vie et qui créent du tissu social. Nous pouvons également, comme le dit Marcela Lagarde, une féministe mexicaine, nous engager dans la « maternisation de la société et la dématernisation des femmes », c'est-à-dire faire en sorte que toutes les activités vouées à prendre soin des personnes soient revalorisées et ne plus considérées comme le champ réservé par obligation aux femmes au prix de leur auto-négligence.

– Dans le champ du politique, nous pourrions prendre conscience du fait que tout est politique, non seulement ce qui se passe au niveau des institutions de l'Etat, mais aussi dans la vie privée et la famille. Nous pouvons nous engager dans la lutte contre les fondamentalismes. Pour ce faire il faut lutter pour les droits des femmes et de l'Autre, mais en veillant que la lutte pour les droits des femmes et de l'Autre ne soit pas instrumentalisée. Qu'elle ne serve par exemple pas de prétexte pour justifier une guerre « humanitaire », comme ce fut le cas en Afghanistan ou cela pourrait être le cas en Afrique. Je voudrais profiter pour attirer votre attention sur un manifeste d'Aminata Traoré, féministe et femme politique malienne qui lutte contre ce qu'elle appelle « la guerre par procuration » qui risque d'éclater au Mali, s'il y a intervention étrangère.

– Dans le champ que j'ai appelé la décolonisation de la

pensée, nous pourrions procéder à un profond examen de conscience pour analyser jusqu'à quel point nous avons des attitudes racistes inavouées. Jusqu'à quel point nous sommes convaincus de notre supériorité par rapport à d'autres nations, cultures, religions et classes sociales, parce que nous analysons leur réalité à travers nos grilles de lecture, sans faire l'effort de nous mettre dans leurs chaussures et regarder les choses à travers leurs yeux. Cela demande un gros effort de dépaysement. Mais le faire est incroyablement enrichissant. D'un point de vue religieux c'est cela que l'on appelle l'inculturation de l'Évangile. Or nous savons à quel point le Vatican en est hostile, au point même de revenir à la messe en latin. Ici je conseille vivement d'organiser des échanges avec des théologiennes féministes musulmanes, par exemple. Ou avec des féministes musulmanes vivant en France (Par exemple Zahra Ali, voire : <http://vimeo.com/46138616>), particulièrement stigmatisées et devenues l'objet d'une grande hostilité.

Merci de m'avoir écoutée.